

## PRIX DE L'ABONNEMENT :

	1 an.	6 mois.	3 mois.
Paris. . . . .	30 fr.	15 fr.	8 fr.
Départements. . .	40	21	11
Etranger. . . . .	54	27	14

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

Rédacteur en chef, M. LOUIS LE HIR.  
Directeur gérant, M. ARISTIDE LOZACH.

## L'HARMONIE UNIVERSELLE

AMOUR, LIBERTÉ, AUTORITÉ, UNITÉ.

## ANNONCES :

Le prix des Annonces dépend du tirage et de la répétition de l'annonce.

La ligne par mois.	1 à 2 fois.	3 à 6 fois.	7 et plus.
Tirage à 1,000.	4 cent.	3 cent.	2 cent.
— 2,000.	8	6	4
— 5,000.	20	15	10

Le tirage actuel, éditions du matin et du soir, est de 5,000 exemplaires.

Ce journal paraît le matin après les autres journaux. — Il donne les **Actes officiels** extraits du **MONITEUR du jour** et les nouvelles les plus complètes. — Une seconde édition donnant le cours de la Bourse et les nouvelles de la journée paraît à sept heures du soir. — Trois Tables, comprises dans l'abonnement, seront publiées à la fin de chaque année : 1<sup>re</sup> Table des faits par ordre de dates ; 2<sup>e</sup> Table alphabétique des faits et des personnes ; 3<sup>e</sup> Table alphabétique des Annonces de librairie, inventions industrielles et objets d'art.

Pour que l'Harmonie universelle contienne l'histoire complète du temps, et puisse être

conservée comme collection, 50 numéros de deux pages chacun seront publiés, comprenant tous les faits accomplis du 25 février au 15 avril, les actes officiels, le résumé des journaux, les principales affiches placardées sur les murs de Paris, etc. Prix des 50 numéros pour Paris et les départements : 5 francs (10 cent. le numéro). — Les numéros parus du 8 avril au jour de l'abonnement se vendent aussi 10 cent. — Toute demande doit être accompagnée du montant du prix, ou d'un mandat sur la poste. — Toutes lettres ou demandes relatives à la rédaction, aux abonnements ou aux annonces doivent être adressées, franco, au Directeur Gérant de l'Harmonie universelle, rue de Sèvres, 37.

## FRANCE.

PARIS, 15 avril 1848.

En tête du bulletin de la République, feuille ministérielle qui s'affiche jusque dans les moindres hameaux, se trouve une proclamation de M. le ministre de l'intérieur sur les élections prochaines, dans laquelle on lit :

« Si les élections ne font pas triompher la vérité sociale, si elles « sont l'expression des intérêts d'une caste, arrachées à la con-  
« fiance loyale du peuple, les élections, qui devraient être le sa-  
« lut de la République, seront sa perte, il n'en faut pas douter. Il  
« n'y aurait alors qu'une voie de salut pour le peuple qui a fait  
« les barricades, ce serait de manifester une seconde fois sa vo-  
« lonté, et d'ajourner les décisions d'une fausse représentation  
« nationale. Ce remède extrême, déplorable, la France voudrait-  
« elle forcer Paris à y recourir ! »

De pareilles paroles, sortant de la bouche d'un homme que ses fonctions chargent tout spécialement d'organiser l'ordre à l'intérieur, de défendre l'autorité nationale, d'assurer l'indépendance des élus du peuple, remplissent de découragement et de tristesse.

Quoi, alors que tout vole au devant de vos désirs, alors qu'un cri unanime s'élève en faveur de l'égalité et de la fraternité, alors qu'on ne vous demande qu'un peu d'ordre et de liberté, alors que tous les cœurs français battent à l'unisson pour le bien général, et ne murmurent contre aucun sacrifice ; vous lancez contre lui cette menace brutale, vous soulevez Paris contre la France entière ; vous aiguisez le fer qui doit armer la main de Français contre des Français, vous excitez aux horreurs de la guerre civile.

Et pourquoi ! parce que cette France que vous insultez, a pris au sérieux les droits que vous aviez proclamés ; parce que pour l'honneur et pour le bonheur de tous, elle se prépare, avec calme, avec grandeur, à envoyer à l'Assemblée constituante des hommes probes, éclairés et modérés, dont pas un renie les principes fondamentaux de votre système et de vos doctrines.

C'était donc un leurre et un jeu que cette égalité, que cette liberté, que cette souveraineté du peuple que vous aviez si solennellement promises !

Les Français sont égaux ; mais si les représentants nommés par les départements ne conviennent pas au ministre de l'intérieur, les hommes des barricades marcheront sur l'Assemblée ;

Les Français sont libres ; mais si les élections ne font pas triompher la vérité sociale, telle que l'entend, sans doute, l'infatigable auteur de la proclamation, on ajournera les décisions de la fausse représentation nationale.

Le peuple est souverain, mais pas les trente-trois millions d'âmes qui forment le peuple des départements ; la souveraineté n'appartient, apparemment, qu'au peuple de Paris ; et encore, nous ne sachions pas que le peuple de Paris tout entier ait épousé les doctrines de M. le ministre, et qu'il prête les mains à une pareille violence.

Ho ! pourquoi notre publicité n'est-elle pas plus étendue ! pourquoi notre voix ne peut-elle pas se faire entendre au fond des villages les plus reculés ? Nous dirions à la France entière : Continuez avec calme l'œuvre si noble que vous avez commencée ; continuez à exiger de tous vos candidats qu'ils soient dévoués à la cause populaire, et confiez-les sans crainte à la ville de Paris.

Des hommes de courage, de vertu et de sens, se feront comprendre de ce peuple dont on calomnie les instincts, et qui s'est montré si vaillant au combat, si modéré après la victoire.

L'ouvrier de Paris, si courageux dans le travail, si habile, et pourtant si modeste envers ceux qui l'apprécient et qui l'honorent, au lieu de se ruer sur les amis du travail, saura bien les protéger et les défendre !

L'ouvrier de Paris, si franc et si intelligent, qui ne comprend l'égalité que dans l'exercice du droit, qui sait ce qui appartient à chacun, et qui hait le despotisme, ne voudra pas revendiquer pour lui seul le privilège de la liberté !

L'ouvrier de Paris, si jaloux, si fier de ses prérogatives, saura bien respecter et faire respecter les prérogatives des autres ; l'assemblée des représentants du peuple, sera pour lui, inviolable et sacrée ; il ne voudra pas que la République soit accusée d'avoir eu pour origine la terreur et la peur !

Donc, que les départements se rassurent ! qu'ils votent en toute liberté !

Une prudence exagérée a conseillé, sur quelques points de la France, d'exiger que l'on transportât hors Paris les séances de l'Assemblée : cette mesure serait funeste, et sa proposition même, un malheur. La confiance et la fraternité peuvent seules sauver la France ; une pareille scission serait la guerre civile, et c'est ce qu'il faut fuir avec horreur.

Renfermons-nous plutôt dans cette unité qui fait notre force ; aimons-nous les uns les autres ; recherchons sans préjugé, sans arrière-pensée, sans égoïsme et sans crainte, ce qui ferait le bonheur de tous ; extirpons les abus avec courage, fondons avec prudence, craignons que ce qui nous paraît excellent aujourd'hui, ne nous paraisse moins bon demain, mauvais après-demain, comme cette organisation du travail, que le populaire rédacteur du *Peuple constituant* déclare aujourd'hui l'esclavage le plus dégradant de l'homme et de la pensée.

La discussion fait justice de bien des exagérations et de bien des préjugés, mais pour que la discussion soit féconde, il faut quelle soit libre !

## ESPRIT PUBLIC.

JOURNAUX.

**La Réforme.** — « Il y a un mot à l'ordre du jour chez les ennemis de la République. Ils sont convenus de crier à la tyrannie. L'excessive tolérance du gouvernement provisoire pour les fonctionnaires de la royauté, maintenus en si grand nombre ; son indulgence pour des excès qui mériteraient une sévère répression ; son désir si manifeste de conciliation et de concorde, rien n'apaise les clameurs des gens qui veulent absolument se dire opprimés.

« Nous pourrions leur répondre que si la tyrannie existait réellement, ils ne diraient mot, et leurs cris seuls prouvent qu'ils mentent.

« La tyrannie ! nous établissons, preuves en main, que ce sont eux qui, chaque jour, cherchent à l'exercer contre nous.

« Dès le lendemain de la révolution, ils se lèvent contre le gouvernement sous le plus futile prétexte. Le peuple de Paris leur a répondu, et ils ne seront pas tentés, ici du moins, de recommencer de sitôt l'épreuve.

« Impuissants à Paris, ils se tournent vers les départements, où ils supposent que le préjugé monarchique est le plus enraciné, et soulèvent contre les commissaires du gouvernement toutes les petites jalousies, toutes les petites passions de localité, toutes les craintes que la malveillance peut inspirer à une population égarée.

« Suspendre ou révoquer les fonctionnaires, dissoudre provisoirement les conseils municipaux, c'étaient là de pures bagatelles lorsque les préfets de la monarchie exerçaient l'omnipotence ; mais tout acte semblable, quelque urgent, quelque justifiable qu'il soit, devient un crime de la part d'un commissaire de la République. Tout fonctionnaire royaliste, tout conseil émané d'un vote de privilégiés est aujourd'hui sacré. Partout se groupent en faisceau, contre les agents du gouvernement, tous les intérêts cupides, toutes les influences malfaisantes menacées par l'avènement de la République ; partout où il y a une chance de succès momentanée pour une résistance ouverte, pour des manifestations violentes contre les hommes investis du pouvoir, on agit sans hésitation, parce que l'on compte sur l'impunité. Chaque jour nous voyons la cohue des aristocrates, des intrigants, des corrompus, expulser des commissaires, répondre par l'émeute aux paroles de concorde et de paix, et proférer des menaces de mort sans même colorer d'un prétexte cet acte d'odieuse brutalité....

« Nous aussi, nous avertissons le Gouvernement, nous lui disons, nous lui répétons qu'il est plus que temps d'agir sans ménagement et sans faiblesse. Nous n'attachons pas plus d'importance qu'elles n'en méritent à ces idées de fédéralisme mises en avant par le royalisme aux abois ; mais il faut que le désordre cesse et que les commissaires de la République se sentent énergiquement appuyés ; il faut, dans l'intérêt du peuple, si longtemps opprimé par les oligarques de clocher, réduire ces tyrannaux à l'impuissance, et montrer enfin que si la République est juste et tolérante, elle sait au besoin être forte et se faire respecter. »

**Le peuple constituant.** — « La nation, en effet, repousse unanimement ce qui porterait atteinte aux sacrés fondements de toute société, la propriété, la famille. Elle veut vivre, et, dès lors, demeurer dans les conditions de la vie. Ainsi tombent d'elles-mêmes les vaines craintes que le gouvernement déchu s'était appliqué à répandre, et que les partis s'efforcent d'entretenir. Mais que peuvent ces efforts désespérés en présence du jugement solennel et tout-puissant de l'opinion publique ? Comment les fausses idées de quelques sectaires prévaudraient-elles contre la raison et la volonté de tous ? S'imaginer que cela se puisse serait une folie plus incroyable que celle de ces hommes égarés.

« Parmi les solutions théoriques du problème social dont les esprits se préoccupent si justement, il en est une dont l'opiniâtreté tenacité de ses partisans aurait rendu la discussion péniblement longue et orageuse peut-être. Des circonstances, heureuses sous ce rapport, ont délégué l'Assemblée nationale de la nécessité, inévitable autrement, de la discuter. L'expérience, plus forte que tous les raisonnements, l'expérience, contre laquelle se brisent tous les sophismes, a prononcé nettement, a prononcé sans retour possible. La commission du Luxembourg, abandonnée de ceux-mêmes dont elle avait d'abord excité l'enthousiasme, siège maintenant dans le désert.

« Les ouvriers se sont refusés aux sacrifices qu'on leur demandait ; ils n'ont pas consenti à se vendre pour une pitance de moine ; ils ont voulu rester libres, rester hommes. Pour montrer qu'on ne peut séparer la question matérielle de la question morale, il fallait cette leçon. Il est vrai qu'elle nous coûte un peu cher.

« Mais la question matérielle elle-même est bien plus vaste qu'on ne l'a comprise au Luxembourg. On ne s'y est occupé que de quatre ou cinq cent mille ouvriers, tout au plus, fixés dans les centres principaux de l'industrie. Or la France renferme, pour le moins, de douze à quinze millions d'individus vivant de leur travail. Si donc on veut, selon le mot sacramentel, organiser le travail, il faut que l'organisation embrasse ces douze ou quinze millions de travailleurs, hommes, femmes, enfants. Ce sera donc le pays tout entier, sur la surface duquel ils sont répartis, qui sera l'atelier où chacun aura sa tâche prescrite, et recevra en échange du labeur imposé ce que l'Etat, tous frais déduits, trouvera bon de lui allouer. Ne dirait-on pas que les inventeurs d'un système si sage, si bienfaisant, si humain, ont pris Méhémet-Ali pour modèle ? Est-ce donc qu'ils voudraient faire de notre patrie une autre Egypte ? Qu'on se tranquillise ; il est moins aisé qu'ils ne le pensent de transformer les Français en fellahs.

LAMENNAIS.

**L'ère nouvelle** (par le père Lacordaire, 1<sup>er</sup> numéro). — « Le premier mot que nous voulons dire à nos lecteurs est celui-ci : Confiance et courage ! Tout le monde est d'accord que jamais le doigt de Dieu n'a été marqué dans un événement humain d'une manière plus éclatante que dans la révolution qui vient de s'accomplir ; mais cette pensée, qui préoccupe tout le monde, ne rassure pas tout le monde. Les uns regardent dans le passé pour y chercher le secret de l'avenir ; les autres font un effort de divination pour savoir quelle est la volonté finale de Dieu ; ceux-là auscultent le présent pour y saisir les moindres signes de faiblesse et d'incertitude. Pour nous, chrétiens par dessus toutes choses, nous n'interrogeons qu'une seule étoile, étoile toujours claire et jamais trompeuse, l'étoile du devoir. Nous

ne regardons pas le lendemain, nous ne demandons pas comment tout ceci finira ou s'établira ; nous nous disons seulement : Quel est le devoir d'aujourd'hui ? et bien qu'on ait écrit qu'en révolution la difficulté n'est pas de faire son devoir, mais de le connaître, nous croyons très-fortement qu'il est moins difficile de le connaître que de l'accomplir.

« Ceux-là le connaissent difficilement qui veulent embrasser d'un regard le plan total de la Providence, et ne poser que des actes d'une infatigable habileté. C'est l'égoïsme des temps de révolutions. On veut savoir qui triomphera, de Pompée ou de César, et, à l'exemple de Cicéron, l'on n'arrive que le plus tard possible au champ de Pharsale. Pour le chrétien, la chose est plus aisée ; il ne s'embarrasse pas de l'époque qui suivra, mais de l'époque qui est en voie, et, ne dut-elle durer qu'un jour, il veut acquiescer envers ce jour la dette éternelle du devoir. Comment ne la connaîtrait-il pas ? Qu'y a-t-il de si compliqué dans l'abnégation de soi-même, à quoi se réduit finalement le devoir envers la patrie comme le devoir envers Dieu ? Celui qui fait abnégation de lui-même reste à son poste : voilà un premier devoir rempli. Celui qui fait abnégation de lui-même n'a pas peur : voilà un second devoir rempli. Celui qui fait abnégation de lui-même mange, boit, dort comme de coutume : voilà un troisième devoir rempli. Celui qui fait abnégation de lui-même use de ses droits de citoyen ; il parle, il écrit, il vote : voilà un quatrième devoir rempli. Celui qui fait abnégation de lui-même n'enfouit pas son or ; il paie ses dettes, il en contracte de nouvelles selon le besoin : voilà un cinquième devoir rempli. Qu'est-ce qu'il y a de difficile dans tout cela, sinon de faire abnégation de soi-même ? Et à quel moment doit-il être plus aisé de faire abnégation de soi-même qu'en un moment de révolution, lorsque Dieu ébranle les royaumes, abat les fortunes, change toutes les destinées, et révèle aux hommes le peu qu'est ce monde, dont on ne peut pas même dire que la figure passe, puisqu'il n'y a plus de figure ?

« Si nous sortons de ces généralités, quels motifs de confiance, et de courage ne trouverons-nous pas, nous autres chrétiens, dans les événements mêmes qui se pressent autour de nous ! Une main de fer pesait dans presque toute l'Europe sur les droits et les choses de la conscience ; les besoins spirituels de l'homme passaient pour des besoins ennemis, qu'il fallait affaiblir, dans les uns par la corruption des sens, dans les autres par le frein des disgrâces, en tous par la servitude de la vérité ; on voyait des peuples faibles tenus aux pieds des peuples forts, et tendant vers la justice des mains inécoutes ; les peuples forts expiaient eux-mêmes l'oppression des nationalités inférieures par leur propre esclavage politique et moral ; et jusque chez les peuples libres, ou censés tels, on entendait le murmure sourd des travailleurs sans liens et sans défense contre les privilèges d'une richesse affranchie de la charité ! Dieu a soufflé sur cet ordre, qui n'était qu'un désordre pacifique et légal ; il a entendu la plainte des esprits, la plainte des faibles, la plainte des opprimés, la plainte inexorable d'une société où la matière seule était organisée et puissante, et où les biens de l'âme ne comptaient que comme des accidents importuns qui fatiguaient la pensée des hommes d'état.

## FAITS DIVERS.

Paris.

M. Drouyn-de-Lhuys est nommé membre de la haute commission des études scientifiques et littéraires, en remplacement de M. Edouard Laboulaye, démissionnaire.

C'est M. le général de division Foucher qui doit remplacer M. le général Bédau dans le commandement de la première division militaire.

On nous assure que le Gouvernement vient d'adopter une mesure d'après laquelle le logement dans les bâtiments de l'Etat cessera d'être accordé à MM. les directeurs et autres employés supérieurs des ministères. On pense qu'il en résultera une économie de près de vingt millions.

— L'état-major général de la garde nationale a pris les mesures nécessaires pour que, mercredi au plus tard, toute la garde nationale du département de la Seine soit armée. La ville de Paris fera, de plus les avances nécessaires pour fournir dans le plus bref délai l'équipement complet, y compris les insignes des officiers, à ceux des gardes nationaux qui le demanderont. Le général commandant est heureux de renouveler cette assurance à toutes les légions de Paris et de la banlieue.

Une correspondance que nous recevons aujourd'hui de Suisse, nous annonce que le roi de Prusse, par une lettre en date du 5 de ce mois, a fait l'abandon de tous ses droits sur la principauté de Neuchâtel.

— Sur la proposition du directeur des beaux-arts, le ministre de l'intérieur a pris l'arrêté suivant :

« Il sera exécuté dans l'intérieur du Panthéon une suite de peintures murales, par le citoyen Paul Chenevard, et sous sa direction, conformément au projet et aux esquisses qui ont été mis sous les yeux du ministre.

« Sur la demande du citoyen Chenevard, il lui est alloué, pendant toute la durée des travaux, une somme de 4,000 fr. par an.

« Le citoyen Chenevard est autorisé à s'adjoindre les artistes qu'il jugera convenable, pour la meilleure et plus prompte exécution desdits travaux.

« Le maximum de la rétribution des artistes employés à ces travaux sera de 10 fr. par jour, les frais matériels étant supportés par l'Etat.

« Sur la demande de M. Chenevard, le ministre se réserve la faculté de suspendre le travail commencé, après examen fait par une commission que le ministre nommera. »

— Il résulte des derniers relevés statistiques, qu'il y a en France 10,282,946 propriétaires fonciers ; 213,168 propriétaires de rentes perpétuelles ; 38,305 propriétaires de rentes viagères ; 154,875 pensionnaires de l'Etat ; 101,325 individus ayant un emploi sujet à cautionnement ; Et 627,830 individus salariés par l'Etat. Enfin, on compte 23,241,120 propriétaires, agriculteurs, industriels, commerçants et artisans.



M. de Valois est nommé premier secrétaire de la légation de la République à Madrid.

M. Grenier est nommé second secrétaire de la légation de la République à Constantinople.

M. Favre (Léon), avocat, est nommé consul général de France, à New-York.

M. Buquer est nommé consul général à Amsterdam, en remplacement de M. Decazes.

M. Poujade (Eugène), consul de première classe à Malte, est nommé consul général à Anvers, en remplacement de M. Bucher Martigny, admis au traitement d'inactivité.

M. David (Céleste-Etienne), consul général et chargé d'affaires à Caracas, est nommé consul général à La Havane, en remplacement de Mollien, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. Levasseur (André), consul général au Port-au-Prince, est nommé consul général et chargé d'affaires à Caracas.

M. Reybaud est nommé consul général au Port-au-Prince.

M. Castelnau est nommé consul général à Bahia.

M. Patorny est nommé chargé d'affaires à Guaremel, en remplacement de M. Baradère, rappelé.

M. Marescheau est nommé consul général et chargé d'affaires à Tanis, en remplacement de M. Lagau, mis en disponibilité.

M. Loève-Weimars, consul général à Bagdad, est révoqué.

M. Martin Maillefer est nommé consul de première classe à Barcelone.

M. Lamieussens est nommé consul à Port-Louis (Ile Maurice).

M. Poggioni est nommé consul de première classe à Liverpool, en remplacement de M. Lainé, admis à la retraite.

M. Combes, consul à Damas.

M. O'Reilly, consul à Malaga, en remplacement de M. Debouzet, mis en disponibilité.

M. Huer, consul à Odessa, en remplacement de M. Gibert des Voisins, rappelé.

M. Bitier, consul à Manille, en remplacement de M. Lefebvre de Bécourt, rappelé.

M. David, agent consulaire à Brème.

M. Ernest Bresson, consul à Corfou, en remplacement de M. Chatri de la Fosse, rappelé.

M. Tavernier, agent consulaire à Civita-Vecchia.

M. Destres, agent consulaire à Porto.

M. Grasset, consul à Salonique.

M. Gillet, consul à Mossoul.

M. Landolph, agent vice-consul à Guyaquil (équateur).

M. Pellissier, consul à Janina.

M. Eveillard, consul à New-Castle, en remplacement de M. Béro, révoqué.

M. Goepf, consul à Mogador.

M. Levraud (Léonce), consul à Santiago de Cuba.

M. Pretot est nommé chancelier de la légation de France à Buenos-Ayres.

M. Berthelot, agent consulaire à Sainte-Croix de Ténériffe, en remplacement de M. Laverne, révoqué.

M. Gambin, agent consulaire à Ohelder.

Sont révoqués :

M. Lantivy, consul à Brème.

M. Gloux, consul à Vera-Cruz.

M. Larive de Villéveque, consul à Campêche.

M. Moerenhour, consul à Monterey.

M. de Maussion, consul à Edimbourg.

M. Chevalier, agent consulaire à Parme.

M. Caster de Nugeau, agent consulaire à Chiavari.

Sont admis au traitement d'inactivité :

M. Sauveur la Chapelle, consul à Civita-Vecchia.

M. de la Rue de Villéray, consul à Porto.

M. Isnard, consul à Boston.

M. Franqueville, consul à Ostende.

Par arrêté du ministre de la marine et des colonies, en date du 12 avril 1848, les cinq officiers du 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine, dénommés ci-après, ont été mis en non activité par retrait d'emploi, pour fautes graves contre la discipline, savoir : les citoyens

Giraud (Jean-Pierre-Clovis), capitaine;

Bonnival (André), capitaine.

D'Albaret (Alfred-Louis-César), Lieutenant;

Chamean (François-Adolphe), sous-lieutenant;

Basset (Antoine), sous-lieutenant.

Par décision du ministre de la marine et des colonies, en date du 12 avril 1848, les quatre sous-officiers du régiment d'artillerie de marine qui ont été les instigateurs du désordre du 27 mars, à Lorient, ont été cassés de leur grade et remplacés dans les rangs des simples canonnières.

Des désordres ont eu lieu dans le 8<sup>e</sup> régiment de chasseurs, à la fin du mois dernier. Par suite de renseignements pris avec le plus grand soin, le ministre de la guerre avait décidé que dix sous-officiers de ce régiment seraient cassés. Cette décision a reçu son exécution : elle a produit le meilleur effet sur la discipline de ce corps.

Elle montrera au pays que, dans cette occasion comme dans celles qui se sont déjà présentées, le ministre est fermement résolu à réprimer tous les écarts qui pourraient porter atteinte à la discipline, sans laquelle il ne peut y avoir d'armée.

#### DÉPARTEMENTS.

ROUEN. — Pendant la nuit d'avant-hier, une main criminelle a abattu l'arbre de la Liberté, planté au Champ-de-Mars avec tant de solennité dimanche dernier, et béni par les ministres de la religion.

Il paraît que, d'après la cérémonie, la caserne voisine fournissait une sentinelle pour prévenir tout acte de malveillance; avant-hier, pendant toute la journée, ce service avait été fait exactement; mais, vers dix heures du soir, le temps étant devenu très-mauvais, et aucun abri n'étant placé à portée de cet endroit, on avait cru pouvoir relever la sentinelle sans la remplacer; rien ne faisait prévoir l'acte de vandalisme qui allait se commettre; le matin, on a trouvé l'arbre scié par le pied.

Une enquête sévère a été ouverte, et hier, dans la journée, on a procédé à la plantation d'un nouvel arbre, à la place même où avait été placé le premier. (Mémorial de Rouen, du 13.)

— On écrit au journal de l'Ain de la frontière Sarde, 10 avril 1848.

« Les savoisiens, sortis sains et saufs de la sanglante expédition à la suite de laquelle le gouvernement de Charles Albert a été de nouveau proclamé, sont allés crier vengeance, trahison, au milieu des masses ouvrières de Lyon; en touchant le sol de la France ils avaient fait savoir à leurs compatriotes qu'ils allaient venir à la tête de 4,000 ouvriers lyonnais; mais ces derniers n'ont pas répondu aux provocations de leurs malheureux camarades de la Sarde, auxquels ils auraient sagement dû que leurs bras appartenaient à la république française, et qu'ils n'étaient pas chargés de la police des Etats voisins.

Il arrive chaque jour des troupes dans le département de l'Isère; après trente-quatre ans de silence, les échos de nos montagnes redissent les sons du clairon et le bruit du tambour.

— la discipline, un instant méconnu par quelques jeunes tête, se resserre chaque jour davantage dans les rangs de notre brave armée, qui sait combien serait blâmable tout esprit d'insubordination dans

un moment où peut-être la République va faire un appel au courage de ses enfants.

#### — On lit dans l'Impartial de Rouen :

« Nous pouvons annoncer d'une manière positive que M. Senard, procureur général, a adressé sa démission à M. le ministre de la justice. M. Senard ne continue à exercer les fonctions dont il est investi que jusqu'à ce qu'il ait été procédé à son remplacement. »

#### LYON. — On lit dans la Gazette de Lyon :

« Depuis deux jours nous sommes témoins d'abus incroyables. Des bandes armées et n'appartenant à aucun corps légalement organisé, que nous sachions, se transportent dans telle ou telle maison; là, après en avoir cerné toutes les issues de manière à ne laisser entrer ou sortir qui que ce soit, ils se livrent, sous un prétexte quelconque, à des perquisitions domiciliaires. — Nous ne connaissons rien de plus sacré que le respect dû aux citoyens dans le sanctuaire de leur intérieur.

« Nous ignorons, jusqu'ici, en vertu de quel ordre ces perquisitions ont eu lieu. Dans tous les cas, nous ne reconnaissons à personne le droit d'autoriser des visites domiciliaires ainsi exécutées. Nous nous étonnons que la garde nationale, instituée dans le but spécial de faire respecter les propriétés et les sûretés individuelles, n'ait point été appelée à réprimer de pareils actes de force brutale. Nous nous réservons d'aller aux renseignements sur les faits que nous venons de signaler et de les légitimer de notre indignation comme il convient à des citoyens reconnus libres et voulant conserver, envers et contre tous, leurs libertés intactes. »

#### DRÔME. — On lit dans le Courrier de la Drôme :

« Des désordres graves, et que rien ne faisait présager, ont eu lieu à Montélimar, le lundi 3 avril.

« Dans l'après-midi un groupe d'une dizaine d'individus parcourut les rues de la ville et par une proclamation incendiaire essaya d'opérer un soulèvement. Le but avoué était le changement du sous-commissaire, de l'administration et du corps municipal. La population ne s'y laissa pas tromper et la garde nationale courut à l'Hôtel-de-Ville dont les émeutiers avaient annoncé le dessein de s'emparer.

« A sept heures du soir, le rassemblement, qui n'était composé tout au plus que de 50 à 60 hommes, marcha vers l'Hôtel-de-Ville pour y proclamer de nouvelles autorités, que, dans une ardeur de liberté bien entendue, il voulait imposer à toute une cité. Le maire se porta au devant du groupe et essaya de lui parler le langage de la raison.

« Sa voix fut étouffée. Des pierres énormes furent alors lancées sur la garde nationale; quelques individus se précipitèrent en même temps sur elle; mais la garde nationale ayant opéré un mouvement défensif en croisant la baïonnette, ils durent renoncer à leur attaque.

« Pendant que ceci se passait à l'Hôtel-de-Ville, quelques émeutiers parcouraient la ville, criant : Aux armes ! on assassine nos frères ! etc. Ces cris insensés ne firent que tourner à la confusion de ceux qui les proféraient; les boutiques se fermèrent, mais voilà tout. Les émeutiers, voyant qu'ils étaient isolés au milieu d'une population de 8,000 âmes, songèrent enfin à se retirer.

« Un détachement de la garde nationale et un piquet de la troupe de ligne, qui, au premier moment du désordre, était venu se mettre à la disposition de l'autorité, veillèrent au maintien de l'ordre et de la tranquillité pendant le reste de la nuit.

« Ce qu'il y a de plus grave, c'est qu'au moment où l'émeute éclatait à Montélimar, des manifestations pareilles s'opéraient sur plusieurs points de l'arrondissement.

#### MONTAUBAN. — On lit dans le Courrier de Tarn-et-Garonne :

« L'émotion qui agite notre ville depuis plusieurs jours déjà a éclaté hier soir. La population a énergiquement protesté contre les principes attribués à M. Sauriac dans une lettre publiée par quatre journaux de Bordeaux, et que nous avons reproduite à notre tour.

« Cette agitation, qui avait commencé vendredi dernier, est devenue presque générale dans la journée d'hier. Le récit de M. Chauvot était le sujet de toutes les conversations. A l'hôtel de la Préfecture seul on ignorait cet état des esprits. Il paraît que, comme le par le passé, la vérité n'y pénètre pas facilement.

« Des amis imprudents avaient d'ailleurs répandu le bruit que M. Sauriac ne répondrait point à la lettre de l'étudiant en droit à la Faculté de Paris.

« Ainsi pendant que le commissaire-général ne se doutait nullement de l'effervescence publique, des citoyens recommandables se rendaient chez le commandant de la garde nationale pour le prier de la réunir, afin qu'elle pût faire une démonstration qui obligeât M. Sauriac à s'expliquer.

« Le commandant répondit avec raison que la garde nationale était instituée pour maintenir l'ordre et non pour faire des insurrections, et qu'il ne croyait point devoir la révoquer pour une démarche qui pourrait troubler la paix publique. Mais ayant appris quelques instants plus tard qu'une manifestation populaire devait avoir lieu, M. Rous s'empressa de convoquer les officiers, leur fit connaître l'état des choses, les démarches qui avaient été faites auprès de lui, et leur demanda s'il ne serait pas convenable de se rendre auprès du commissaire délégué pour l'engager à s'expliquer sur la conversation racontée par M. Chauvot, espérant calmer par ce moyen l'émotion populaire et arrêter la manifestation.

« Cet avis fut adopté.

« Les officiers se rendirent donc à la préfecture; mais déjà un grand nombre de citoyens s'y étaient introduits; bientôt après, la foule devint compacte.

« M. Sauriac se présenta pour donner des explications, il lui fut impossible d'obtenir le silence. Ce fut un tort de la part de ceux qui étaient venus pour savoir quels étaient ses principes. Ils auraient dû l'écouter silencieusement; cette justice lui était due; il ne l'obtint pas.

« Un élève de l'Ecole polytechnique prit alors la parole pour inviter la foule à écouter M. Sauriac; ses efforts furent impuissants; il put cependant faire entendre ces paroles, qui furent accueillies par un tonnerre d'applaudissements.

« Je suis venu avec vous pour protester contre le terrorisme et le communisme... »

« C'est qu'en effet, c'était le seul but de la démonstration. Nous voulons, disaient plus particulièrement les ouvriers qui faisaient partie de cet immense attroupement, nous voulons l'ordre et la tranquillité; nous voulons que la confiance renaisse, pour que les travaux se rouvrent, l'industrie reprenne son cours. Et cela ne serait pas possible si nous étions gouvernés par des hommes qui professeraient de pareilles doctrines. Elles sont anti-sociales, elles seraient l'anéantissement de la famille, la ruine de l'intelligence, de l'émulation. On voudrait nous amener plus bas qu'à l'état de sauvages.

« Telles étaient les paroles qui se répétaient dans tous les groupes. Pas un mot de violence prononcé contre la personne même de M. Sauriac; chacun demandait, au contraire le respect pour l'individu, pour le citoyen. « Mais qu'il parte, nous n'en voulons pas. » Tel fut, tel a été le cri général.

« C'est dans ces dispositions que la foule se pressait pour entrer dans les appartements, dont la porte a été énergiquement défendue par un piquet de gardes nationaux commandé avec beaucoup de sang-froid par le lieutenant Martin.

« Enfin, après trois heures de suite et d'attente, on est venu annoncer que M. Sauriac avait quitté la préfecture. Quelques personnes ont voulu visiter les lieux, et après s'être assurées que la commissaire n'y était plus, elles sont descendues en chantant la Marseillaise. La foule s'est alors écartée, et dix minutes après était calme comme si rien ne s'était passé dans la soirée.

« M. Sauriac est parti de Montauban dans la nuit pour se rendre auprès de M. Joly, auquel sans doute il va rendre compte.

« M. Poux, conseiller de préfecture, a été désigné pour remplir les fonctions de commissaire. La commission municipale a donné sa démission.

« Dans la crainte de nouveaux troubles, la garde nationale a été convoquée ce matin et différents postes lui ont été assignés. Aucune démonstration n'a eu lieu, et la ville est parfaitement tranquille.

#### Cours et Tribunaux.

##### COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Taillandier.

Incendie et dévastations sur le chemin de fer de Saint-Germain-en-Laye, aux stations de Rueil et de Chatou.

M. le président a fait le résumé complet et impartial des débats; il a posé ensuite les cent trente questions résultant de l'acte d'accusation.

La délibération du jury s'est prolongée depuis midi moins un quart jusqu'à cinq heures moins un quart.

Onze des accusés, déclarés non coupables, ont été amenés à l'audience et acquittés; ce sont les nommés Geannerat, Gérard, Mariotte, Barreau, Cartigny fils, Subtil, Beaumont, Cosson, Descaves, Marquet et Gros.

Les gendarmes de la Seine ont ensuite amené les huit accusés déclarés coupables par le jury, savoir, Amont, Coupard, Bonnet, Jaquet, Laine, Constantin, Maugot et Cartigny père. Les jurés ont admis des circonstances atténuantes en faveur de six seulement d'entre eux, Bonnet, Coupard, Jaquet, Laine et Cartigny père. Les questions relatives à l'incendie du pont de Chatou, qui auraient entraîné la peine des travaux forcés à perpétuité, ont été écartées par le jury.

Pendant la lecture de la déclaration des jurés et la délibération de la Cour qui l'a suivie, Amont, Coupard, Bonnet et d'autres accusés fondaient en larmes.

La Cour, rentrée en séance, a rendu son arrêt qui condamne :

Maugot, à cinq années de travaux forcés et 200 fr. d'amende;

Arnout et Constantin, chacun à cinq années de réclusion;

Coupard et Jaquet, à deux années d'emprisonnement;

Bonnet et Laine, chacun un an de prison.

La nouvelle de ces condamnations se répand en un instant au dehors, où les mères et les sœurs des condamnés font retentir des cris lamentables.

L'audience est levée à six heures un quart.

Le 27 de ce mois, la Cour mettra en jugement les individus accusés de l'incendie du pont d'Asnières.

#### Tribunal correctionnel de la Seine.

A l'époque de l'invasion des Tuileries (le 24 février), le nommé Eugène Lefèvre, se disant ancien officier de marine, et aujourd'hui représentant d'une maison de commerce, entre au château portant l'uniforme de voltigeur de la 10<sup>e</sup> légion dont il faisait partie. Sous prétexte de rétablir l'ordre, il s'improvisait commandant, puis gouverneur du château, poste auquel il déclare être nommé par le peuple. Le Gouvernement provisoire avait confié ces fonctions à M. Saint-Amand. Lefèvre se restreint au rôle de sous-gouverneur; il revêt un habit d'adjudant-major de la garde nationale, afin de se ménager un accès à tous les instants dans l'intérieur du palais. Cette qualité fait illusion aux hommes de service qui l'accompagnent au milieu des recherches qu'il prétend faire dans les appartements. Durant le cours de ses perquisitions, il fait ouvrir les meubles où se trouvent différents objets d'art. Un tiroir renfermait 75 pièces en or, il les prend et déclare qu'il va les déposer au trésor. Sur l'observation que, l'heure étant avancée, les bureaux seront fermés, il répond qu'il remettra les 1,500 fr. au commandant Saint-Amand. Ce qu'il ne fit pas tout de suite; mais la restitution eut lieu plus tard. Il confie à un garde national, pour les déposer au poste, des portefeuilles qui, disait-il, renfermaient des papiers et des valeurs considérables, se réservant de venir examiner tout cela. Beaucoup d'objets avaient disparu.

Lefèvre ne se montrait plus. Il inspira des soupçons, qui ne tardèrent pas à se réaliser. M. Saint-Amand, averti, prévint l'autorité, et une perquisition chez Lefèvre fut ordonnée. On y saisit un portefeuille portant à l'intérieur : S. A. R. duc de Nemours ! Dans l'intérieur des poches, un grand nombre de papiers manuscrits, et d'autres papiers relatifs à la succession de Madame Adélaïde. Puis, dans un écran, un portrait de femme. Dans la poche d'un habit de Lefèvre, un cachet formant une main en corail et un cachet en or, au chiffre A. O., ouvrage entouré de rubis et d'émail. Une paire de gants blancs appartenant à Lefèvre, où était cachée une chaîne en or d'une grande dimension, au bout de laquelle un lorgnon, bijou qui avait, dit un témoin, appartenu à l'ex-roi; une autre chaîne en or ciselée : tous objets et bijoux pris aux Tuileries. Par suite de ses faits, Lefèvre venait aujourd'hui devant la juridiction correctionnelle, prévenu de port illégal d'un uniforme, d'immixtion sans titre dans des fonctions publiques, et de vol; car il ne pouvait justifier de la propriété de plusieurs de ces objets.

Le tribunal, sur le chef de port illégal d'un uniforme et le vol d'une somme de 1,500 fr. et d'une chaîne en or, renvoie le prévenu des fins de la plainte.

Mais, attendu que Lefèvre s'est immiscé sans titre dans des fonctions publiques, et, à l'aide de cette immixtion, a soustrait frauduleusement un portefeuille contenant un cachet, des papiers et un portrait;

Admettant, toutefois, le bénéfice des circonstances atténuantes,

Condamne Lefèvre à six mois de prison. — 8<sup>e</sup> chambre, présidence de M. d'Herbelot; M. Avond, substitut du commissaire du Gouvernement; plaident, M<sup>e</sup> Lachaud; audience du 14 avril.

#### ÉTRANGER.

##### Angleterre.

A la chambre des lords, séance du 15 avril, la seconde lecture du bill des étrangers a été faite.

Dans la Chambre des communes lord John Russell a répondu aux attaques de M. Hume, de M. Osborne et de M. Thompson qui lui avaient reproché de désertir son origine whig.

« Certes, a-t-il dit, je crois bien que, dans l'esprit de notre constitution, une grande latitude de discussion doit être accordée; mais, quand la parole devient un instrument incendiaire et n'est employée qu'à détacher l'opinion publique de notre constitution, de notre constitution monarchique (Applaudissements), elle doit être réprimée. Loin d'avoir mérité le reproche de nous être trop hâtés dans la répression, nous avons encouru, plus justement peut-être, le reproche d'agir trop tard !

« J'espère que les mesures de précaution que nous avons proposées déjoueront les projets des traîtres. (Longs applaudissements.) J'espère qu'elles sauveront l'Irlande du déluge de sang où veulent la plonger ceux qui, bien tranquilles dans leur cabinet, enseignent l'art de donner la mort à des compatriotes par les moyens les plus atroces, par le vitriol, l'huile bouillante et autres agents terribles de destruction. (Longs applaudissements.) En de telles circonstances, quand je vois le danger approcher, j'aurais honte d'hésiter à faire mon devoir par la crainte de me voir jeter à la tête quelques paroles de M. Fox, sans application possible à une situation pareille. »

La Chambre s'est ajournée.



## Danemark.

COPENHAGUE, 5 avril. — On pousse avec beaucoup d'énergie les préparatifs maritimes sous la direction du commandant Jarthmann. Deux fregates bloqueront l'Elbe et l'Eider. Toutefois le blocus de l'Elbe se bornera à la navigation du Glückstadt et d'Altona. Si le 10<sup>e</sup> corps d'armée de la confédération prend part à la guerre, il n'est pas douteux que les ports des États de ce 10<sup>e</sup> corps seront également bloqués. (Correspond. de Hambourg, 12 avril.)

## Allemagne-Prusse.

KIEL, 10 avril. — Nous avons reçu une triste nouvelle du théâtre de la guerre. Nos étudiants, gymnastes et chasseurs, au nombre de 800, ont péri, à quelques hommes près, après un combat meurtrier, près de Holniss. Ceux qui ont échappé à la mort sont prisonniers des Danois. Un seul étudiant a pu fuir à la faveur d'un déguisement. Des marchands de Flensbourg, partisans des Danois, avaient induit en erreur ces braves jeunes gens par de faux signaux. (Correspond. de Hambourg du 10 avril.)

10 avril. — Ce soir, le duc d'Augustenbourg est revenu de Berlin à Rendsbourg, avec l'ordre pour le colonel de Bonitz de faire entrer les troupes prussiennes dans Schleswig; mais d'envoyer préalablement un parlementaire au roi de Danemark pour lui signifier une dernière fois d'évacuer le Schleswig, sous peine d'y être contraint par le 10<sup>e</sup> corps de la Confédération. (Correspond. de Hambourg du 12 avril.)

RENDSDORF, 11 avril. — Après la défaite de nos troupes qui est pleinement confirmée, le prince Frédéric n'a pas jugé à propos de rester dans la position près d'Idstedt. On dit qu'il y a eu un nouvel engagement avec les Danois devant Schleswig, nos troupes se sont arrêtées près de Wittenne, dans le baillage de Hutten. On croit qu'il y aura encore un combat sur le territoire de Schleswig. — Mais pourra-t-on conserver cette position? On craint que les Danois débarqués à Eckernförde ne puissent la tourner. — Maintenant tous les regards se portent sur les troupes prussiennes, qui brûlent d'en venir à bout. (Correspond. de Hambourg du 12.)

## Hesse Electorale.

CASSEL, 10 avril, 2 heures de l'après-midi. — L'agitation continue. On apprend qu'un détachement de soldats du régiment des gardes du corps s'était placé en embuscade sous le commandement du lieutenant de J... qui n'avait reçu aucun ordre pareil, et était sorti tout d'un coup de sa retraite pour se jeter sur des spectateurs inoffensifs. Plusieurs gardes nationaux ont été blessés, caril paraît que c'est surtout contre eux que le coup était dirigé. Les gardes du corps furent repoussés dans leurs casernes. La plus grande anarchie a régné pendant quelques heures dans la ville; les ordres mêmes des chefs de la garde nationale n'étaient pas même suivis. Chacun n'écoutait que les inspirations de la fureur. Le drapeau tricolore allemand flotte sur la caserne du régiment des gardes du corps dont on a enlevé l'insigne. Personne ne se dissimule la gravité de la situation. On publie, dans ce moment, une proclamation dans laquelle l'électeur exprime ses profonds regrets sur ce qui s'est passé et promet que les coupables seront punis d'après toute la rigueur des lois. MM. Smidt et Motz, anciens ministres de la guerre et des finances, et M. Abee, conseiller à la cour supérieure de justice, ont quitté la ville. (Journal allemand de Francfort, 13 avril.)

## Pologne et Pologne prussienne.

CRACOVIE, 10 avril. — On assure que les troupes russes, actuellement en Pologne, en y comprenant les cosaques, cosaques et mahométans, s'élèvent à 80,000 hommes. Ce corps sera porté à 200,000 hommes. (Gaz. Univ. de Prusse, 13 avril.)

— GRAND DUCHÉ DE POSEN-POSEN, 8 avril. — Le général de Willisen vient de faire diverses concessions pour la réorganisation future du grand duché en réservant, toute fois, l'approbation du roi. Ainsi, 1<sup>o</sup> il y aura un polonais à la tête de l'administration et de la justice; 2<sup>o</sup> l'administration de la police sera réorganisée par les communes; 3<sup>o</sup> il est permis de porter les couleurs polonaises; 4<sup>o</sup> l'enseignement et la justice seront réorganisés; 5<sup>o</sup> il y aura une armée nationale pour le grand duché de Posen, etc., etc. On dit que demain, à 4 heures de l'après-midi, 8,000 hommes partiront pour Sobroda avec des bombes et des canons, et que la ville sera bombardée lundi si les habitants ne déposent pas les armes. (Gazette de Breslau, 11 avril.)

PLESCHEN, 8 avril. — Le bruit court que beaucoup d'officiers russes ont été arrêtés à Varsovie et aux environs. On parle de 500. — On ajoute que plusieurs colonnes de troupes russes seront arrêtées en route, ou sont revenues à Varsovie. (Gazette de Breslau, 11 avril.)

— MARGRABOWO (frontière prusso-polonaise de l'Est. — L'autorité supérieure vient d'apprendre que 300 canons russes sont arrivés à Ragrod, petite ville de Pologne sur la route de Saint-Petersbourg à Varsovie. Ces canons seront probablement dirigés sur Varsovie, en prenant les devants pendant que les troupes pénétreront dans l'intérieur. (Gazette universelle allemande, 12 avril.)

FRANCFORT, 10 avril. — Le comité des 50 a tenu sa séance d'aujourd'hui dans l'église réformée, pour faire une réception solennelle aux députés autrichiens à l'assemblée préparatoire. Avant cette réception, M. le président Soiron a présenté une motion tendant à envoyer immédiatement à Cassel une commission composée de trois membres, dont l'un domicilié dans la Hesse électorale pour puiser des renseignements sur ce qui s'est passé dans cette résidence, aider le gouvernement de ses conseils, le déclarer responsable du maintien de l'ordre et de la tranquillité, et à autoriser en même temps le gouvernement à prendre ses résolutions, sans tenir compte de la volonté de l'électeur. Cette motion a été combattue par les deux commissaires hessois, M. Siemens a même soulevé la question de compétence de l'assemblée à ce sujet. Néanmoins, la motion a été adoptée à une grande majorité, avec un amendement tendant à prévenir la diète germanique de cette démarche. Le président a lu une communication de la diète, qui annonce que cette assemblée a demandé des renseignements au gouvernement électoral. La députation a quitté immédiatement la séance, et est partie pour Cassel. (Feuilles de Francfort, 13 avril.)

## Russie.

SAINT-PETERSBOURG, 6 avril. — Le ministre de la guerre annonce, par un ordre du jour du 31 mars, que suivant un ukase impérial du 25 mars, il ne sera plus délivré de congés illimités aux soldats. — On lit dans la Gazette du Sénat, que M. Fabin, vice-consul de France à Cronstadt, a reçu l'exéquatur comme consul de France dans le courant de février. (Gaz. univ. de Prusse.)

## Valachie.

BUCHAREST, 28 mars. — Immédiatement après avoir reçu la nouvelle de la révolution de France, notre souverain a réuni autour de lui les Boyards. Il passe les nuits non au palais, mais dans la caserne militaire. La princesse est gardée par 200 soldats qui, durant le jour, se tiennent dans les caves. — On prétend que le consul russe de Kotzebue a dit au prince: « Nous deux, nous ne goûterons pas dans Bucharest des œufs des païens. » (Mercure de Souabe, 13 avril.)

## Suisse.

BALE, 12 avril. — Le Vorort a envoyé hier à tous les gouvernements cantonaux le projet de constitution. Les États sont invités à

examiner le projet sans retard, et à donner leur opinion le 8 mai, au plus tard, afin que la diète puisse mettre immédiatement la main à l'œuvre. (Gaz. de Bâle, 12 avril.)

## Autriche.

VIENNE, 8 avril. — Le Gouvernement vient d'emprunter 30 millions de florins à la banque nationale d'Autriche à 3 p. 0/0, dit-on, moyennant une hypothèque sur les biens de l'État. Les conditions de l'emprunt sont, dit-on, avantageuses à la banque. Cette nouvelle a produit une sensation favorable à la Bourse. (Gaz. d'Augbourg, 11 avril.)

VIENNE, 9 avril. — Depuis quelques jours, les charivaris sont fréquents. Hier, on en a donné un au comte Nadasty, ancien ministre d'Etat. MM. Hurter et Jareke, que l'on met sur la même ligne que les ligoriens, ont eu le même sort. — L'archiduc Jean ira prendre dans le Tirol, le commandement du peuple, qui compte déjà 20,000 individus armés. Il se rendra ensuite en Italie. (Gazette universelle de Prusse, 13 avril.)

AUTRICHE. — VIENNE, 10 avril. — La Gazette de Vienne contient ce qui suit, dans sa partie officielle; Un courrier, parti le 5 courant, du quartier général du feld-marchal Radetzki, nous apprend que l'armée piémontaise, commandée par le roi, semblait vouloir s'avancer en fortes colonnes vers le Mincio, et que le feld-marchal se disposait à repousser l'attaque projetée. (Gazette de Vienne, 10 avril.)

## Tirol.

BOTZEN, 7 avril. — Les nouvelles de Vérone nous apprennent que Mantoue est encore en bon état, et que Vérone est tranquille en apparence. Le désarmement général continue, 6,000 fusils ont été livrés. La garde civique est dissoute, parce que les nobles n'ont pas voulu servir avec les gens du peuple. Une colonne mobile s'est rendue de Vérone à Vicence sur l'Alpone, où les paysans ont rétabli spontanément le pont coupé près de San-Bonifacio. On veut établir une communication avec le corps du général Nugent, dont les troupes auxiliaires ont quitté l'Issonzo. Un autre détachement s'est avancé par Desenzano vers Saint-Mars, du côté de Brescia. Nous craignons une incursion des Tessinois, et d'autres pillards qui se sont joints à l'expédition de Charles-Albert par Salo, d'Anfo et Judicarie à Trente. (Gazette d'Augbourg, 11 déc.)

BOTZEN, 9 avril. — Des bulletins de l'armée arrivés hier nous annoncent que les troupes autrichiennes ont livré deux combats d'avant-postes qui ont tourné à leur avantage. Le colonel de Benedek, en faisant une reconnaissance de Mantoue vers Marcaria, rencontre l'avant-garde des Piémontais et leur prit dix dragons et 13 chevaux. Une autre affaire a eu lieu près de San Bonifacio avec les corps francs levés dans les États romains et en Toscane et qui sont commandés par des ecclésiastiques. Les avant-postes autrichiens s'étaient d'abord retirés devant eux, mais les Croates les repoussèrent ensuite. Le général Radetzky a proposé l'échange des otages. La route de Villart à Udine est rétablie. (Gazette d'Augbourg du 11 avril.)

— Les Tyroliens à leurs frères allemands. — Hommes d'Allemagne! sol d'Allemagne! Le Tyrol, cette forteresse de rochers est menacée. La nouvelle Italie veut établir ses limites à la Malserhaide et sur le Brenner. Le territoire d'Eisack et la belle vallée de l'Étsch doivent devenir italiens. — Le château du Tyrol et la maison de Hofer, Italiens!!! Nous prenons les armes, nous abandonnons femmes et enfants et nos champs non ensemencés, et nous courons défendre la frontière et chaque pouce de terre d'Allemagne. — Envoyez-nous de la poudre. — Nous ne manquons pas d'hommes pour repousser l'ennemi. — Nous ne voulons pas céder un pouce de terrain. — Tyroliens, des Allemands veillent! Pour nous aider, il ne suffit pas de dire que le sol d'Allemagne est menacé. (Gazette de Carlsruhe, 13 avril.)

— GRAETZ, 6 avril. — Hier, il y a eu ici des désordres comme à Vienne. La populace a mis le feu au bâtiment de la douane, sur la ligne d'Éggenberg. Elle voulait faire périr par le feu un douanier qui avait tiré par les fenêtres. Des boutiques de boulanger ont été pillées. Les bouchers étaient aussi menacés; mais ils se sont réunis, et, appuyés par la garde nationale, ils ont repoussé l'attaque. — La cause immédiate des désordres, c'est le mécontentement causé par la loi sur la presse. On a demandé l'éloignement du bourgmestre et du gouverneur. — La loi martiale a été proclamée. (Mercure de Souabe, 13 avril.)

## Italie.

— Les troupes parties de Florence depuis quelques jours pour les camps de Reggio et Modène s'élèvent à 3,631 hommes. Trois mille volontaires doivent se réunir à ces troupes. — Les troupes parties le 6 avril s'élèvent à 822 hommes. (L'Alba du 7 avril.)

## Lombardie.

La guerre de l'indépendance a commencé par une victoire remportée le 8 par les troupes piémontaises, qui ont passé le Mincio, chassant devant elles les Autrichiens, qui se sont repliés sur Mantoue. Cette nouvelle, arrivée le 9 à Milan, a été transmise par estafette au gouvernement sarde, qui l'a fait publier dans un supplément extraordinaire de la Gazette piémontaise.

« Quartier-général du roi à Castiglione, le 8 avril 1848, à 8 heures du soir.

« Depuis plusieurs jours les troupes autrichiennes se retirent devant l'armée sarde qui, précédée de son antique réputation de valeur et de discipline, passait, sans rencontrer aucun obstacle, les rives de l'Olto et de la Chiese. Déjà l'ennemi avait abandonné les positions de Montecchiato, de Lonato et de Castiglione qui lui étaient si avantageuses. Il s'était retiré derrière la ligne du Mincio, se concentrant entre Peschiera et Mantoue: mais toujours poursuivi avec une prodigieuse rapidité par les nôtres qui gagnaient les passages du Mincio.

« Ce matin, le roi plaçait hardiment son quartier-général à Castiglione, et à 9 heures, la brigade de la reine, le bataillon royal Navi et une partie du corps des tirailleurs se présentaient devant Goito pour l'attaquer. La guerre de l'indépendance italienne devait s'ouvrir par un fait d'armes signalé que nous pouvons appeler une victoire, et que nous appellerons la victoire du pont de Goito.

« Nos soldats, guidés par le général Bava, attaquèrent vigoureusement Goito, où l'ennemi s'était fortifié, après avoir coupé les chemins et occupé les maisons d'où il faisait un feu des plus meurtriers; mais tout obstacle a cédé devant l'impétuosité des tirailleurs et du bataillon royal Navi, placés en tête de la colonne et soutenus par quelques pièces d'artillerie.

L'ennemi a été forcé d'abandonner sa position, en passant de l'autre côté du fleuve. Il a fait sauter le pont qui avait été miné, et dont il n'est resté qu'un seul parapet sur lequel ont sauté les intrépides tirailleurs, s'emparant de vive force de l'artillerie qui les foudroyait. Quelques instants après, sur les débris fumants du pont, le Mincio était forcé et l'ennemi, poursuivi sans relâche, fuyait du côté de Mantoue, laissant derrière un grand nombre de prisonniers et de morts, et parmi ces derniers, quelques officiers. Le résultat de cette victoire a été de nous laisser maîtres du passage du Mincio, dont nous occupons la rive gauche.

« De notre côté, nous avons à déplorer, entre autres pertes, celle de deux officiers: les colonels la Marmora, des tirailleurs, et Marcarani, du Royal-Navi, qui sont au nombre des blessés. »

D'après les nouvelles du 7, publiées par le gouvernement provisoire de Milan, les renforts arrivaient de tous les côtés à Charles-Albert,

qui s'appretait à investir Vérone et à livrer bataille à Radetzki, dont l'armée, forte de près de 50,000 hommes, est concentrée entre l'Adige et le Mincio. Dans ce nombre, ne sont pas compris les soldats qui occupent les forteresses et quelques détachements de Croates et de Hulans qui parcourent le pays, et dont il n'y a pas encore eu moyen de se débarrasser.

Les corps-francs occupent toute la ligne de Lonato et Desenzano. Manara, avec sa légion de volontaires, est à Desenzano, maître des bateaux à vapeur qui parcourent le lac de Garda.

Palmanova est au pouvoir des Italiens; elle est occupée par le général Zucchi, qui commande un corps de 1,500 hommes de troupes régulières et de nombreux volontaires qu'on s'occupe d'organiser.

Une autre colonne de volontaires opère autour de Mantoue, sous les ordres du capitaine Griffini, dont l'infatigable activité tient perpétuellement en éveil la garnison autrichienne.

## Iles Ioniennes.

CORFOU, 30 mars. — Ici la liberté de la presse est vivement réclamée, ainsi que l'établissement d'une garde nationale et l'élection libre des députés du parlement. (Mercure de Souabe du 12 avril.)

## Espagne.

— Les capitalistes, les gens aisés et les principaux fabricants de Barcelonne se sont réunis sous la présidence du capitaine général de la province, et il a été décidé, dans cette réunion, que l'ayuntamiento serait autorisé à recevoir un emprunt volontaire de 4 millions de réaux, réparti entre les hommes les plus riches du pays, afin de venir au secours des fabricants gênés, et de donner du travail à un grand nombre d'ouvriers laborieux qui en manquent. (Heraldo du 8 avril.)

MADRID, 9 avril. — Les biens nationaux qui, par le décret inséré dans la Gazette de Madrid, doivent être vendus, s'élèvent à la somme de 2 milliards de réaux. Ceux de ces biens qui peuvent être divisés devront être payés en espèces, et on aura sur le paiement un terme de vingt années. Ceux qui ne peuvent pas être divisés pourront être payés en cinq termes et en la forme suivante: 10 p. 0/0 en argent comptant, 30 p. 0/0 en dette consolidée portant intérêt à 5 et 4 p. 0/0; 30 p. 0/0 en coupons d'intérêts échus de la même dette ou provenant de la capitalisation de 3 p. 0/0, et 30 p. 0/0 en dette sans intérêts. Les paiements se feront en cinq ans par cinquièmes; le premier cinquième le jour de la signature du contrat de visite et les autres cinquièmes l'année suivante, à partir de la date du contrat. (Faro du 9 avril.)

## Portugal.

— Par un décret royal du 30 mars, la reine de Portugal a prorogé les séances des chambres, au 2 juin prochain. (Heraldo du 10 avril.)

## ACTES OFFICIELS.

## Extrait du MONITEUR du 16 Avril.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Rapport fait au Gouvernement provisoire de la République par le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, sur l'abolition de l'impôt du sel.

Citoyens,

Il est écrit que tous les Français doivent contribuer aux charges publiques dans la proportion de leur fortune.

Loyalement comprise, cette formule contient toute la doctrine de la Révolution en matière d'impôts.

Il en résulte, en effet, que les charges sont proportionnelles aux forces; qu'il faut ne demander rien à ceux qui n'ont rien; que les malaisés doivent peu; qu'il est juste de demander beaucoup au superflu.

La monarchie subissait la lettre du principe; mais, dans la pratique, elle en éludait frauduleusement l'esprit. Cherchez parmi tous les monuments de sa législation financière, vous y trouverez partout le respect des forts, la haine des faibles. Aux époques les plus récentes, comme dans les plus reculées, c'est sur le pauvre que pèsent le plus les charges de la société. Esclave, serf, prolétaire, le peuple verse par tous les canaux, avec son sang, le fruit de son travail. Un homme est reconnu noble à ce signe: il ne paye point d'impôt; non noble à ce signe: les collecteurs ont saisi les instruments de son travail.

Dépendant l'esprit du christianisme prévaud dans les faits humains; la Révolution s'empare du monde. Par une conséquence forcée, le principe de l'impôt est aussitôt changé. Il était oppresseur, il devient juste. Tout d'abord les charges les plus iniques disparaissent; les principes proclamés s'appliquent; l'impôt progressif sur le revenu, sur la richesse produite, suit de près l'abolition des taxes que des vexations séculaires avaient rendu particulièrement odieuses.

Puis, à cette grande révolution de la justice dans l'humanité succède une réaction violente. Un moment effacées sous la République, les vieilles iniquités ressuscitent sous l'Empire, durent sous la Restauration et se perpétuent jusqu'à nous à travers des oscillations diverses.

A son avènement, la République a donc trouvé debout face à face de généreux principes et des faits déplorables. Elle a pour mission de faire prévaloir les principes nouveaux contre les anciens faits.

Charger le fort dans une juste mesure, et, dans une juste mesure aussi, décharger le faible; en un mot, proportionner le devoir au pouvoir, tel est désormais le principe fondamental, le but nécessaire de votre politique financière.

Or, citoyens, parmi les impôts qui depuis tant de siècles pèsent sur le peuple, il n'en est pas un seul qui soit plus onéreux, plus justement détesté que celui du sel. Comme toutes les autres inventions fiscales de l'ancienne monarchie, cette taxe, légère d'abord, ne devait être que temporaire. Successivement, elle dura et s'aggrava. De 8 sous par muid, elle s'éleva rapidement à 48 sous, et bientôt, tant la progression fut violente, à 45 livres. Plus tard, elle atteignit le chiffre de 397 livres le muid, puis elle ne cessa de s'accroître, si bien qu'à la fin du 16<sup>e</sup> siècle on le payait à Paris, 864 livres le muid, et au commencement du 17<sup>e</sup> siècle 2,460 livres dans les provinces de grande gabelle.

A quelques années de là, un des hommes qui ont le plus honoré la France, et qui n'était pas moins grand par le génie que par le cœur, Vauban écrivait: « Le sel est une manne dont Dieu a gratifié le genre humain, et sur lequel, par conséquent, on n'aurait jamais dû mettre d'impôt. » De Vauban jusqu'à la révolution, l'impôt du sel s'accrut de plus en plus, et l'histoire ne dira jamais assez par quelles barbaries il fut maintenu.

Dès que la justice reparaitrait, il devait tomber: il tomba dès les premiers jours de la révolution. Réduit d'abord dans les proportions les plus larges, il fut bientôt complètement aboli. (Lois de septembre 1789 et de mars 1790.)

L'empire ressuscita les vieilles institutions politiques, et du même coup les vieilles institutions fiscales. Droit souverain de la logique! Et, comme la restauration avait recueilli l'héritage de l'empire, le



gouvernement du 7 août 1830 reçoit celui de la restauration. Pendant dix-sept ans l'impôt du sel, condamné au triple point de vue de la science, de l'humanité, de la politique, résiste aux réclamations persévérantes de la justice et de l'opinion.

Citoyens, c'est à vous d'effacer définitivement cette iniquité séculaire. Si les prodigalités du régime déchu, si l'impérieuse nécessité de pourvoir aux droits du travail, si la situation extérieure de la France ne vous permettent pas une résolution soudaine, immédiatement applicable; si, en outre, aux termes mêmes des lois, il est indispensable d'accorder un certain délai aux commerçants qui ont en magasin des quantités de sel ayant acquitté l'impôt, décidez au moins par un décret formel que la doctrine révolutionnaire en matière d'impôt prévaudra définitivement dans le budget de la France républicaine, et qu'à partir du dernier jour de cette année, l'impôt du sel est aboli dans toute l'étendue de la République.

Je ne m'étendrai pas citoyens, sur la grandeur du sacrifice que cette grande mesure impose au trésor. J'aime mieux dire quelques mots des avantages qui doivent en résulter pour le peuple.

On a beaucoup discuté, on discutait encore hier sur la question de savoir si le prix vénal du sel exerçait quelque influence sur la consommation. Quelques chiffres tranchent le débat.

Avant la révolution, dans les provinces de grandes gabelles, la consommation par tête était de 4 kilogrammes, 580 gr.

De 1793 à 1806, la consommation atteignait 10 kilogrammes, 630 gr.

Après la loi de 1806, la consommation redescend à 6 kilogrammes, 630 gr., et après la loi ultra-fiscale de 1813, à 3 kilogrammes, 467 gr.

Maintenant, il vous sera facile de calculer la portée de ces variations, si vous vous rappelez qu'il n'est pas une substance qui joue un plus grand rôle que le sel dans la vie animale, agricole, industrielle. Le sel est pour le peuple un objet de première nécessité; il sert à prévenir les maladies qu'engendre la mauvaise qualité des aliments; il répare les vices d'une nourriture insuffisante et sans vigueur.

En agriculture, c'est un axiome vulgaire qu'une livre de sel fait dix livres de viande, et que six livres de foin mélangé de sel valent autant pour la nourriture des bestiaux que huit livres de foin non salé.

Relativement au commerce intérieur et extérieur, la question n'a pas une moindre importance. Si le sel se vendait à sa vraie valeur, il pourrait servir non seulement à l'assaisonnement, mais encore à la conservation des aliments; et il serait désormais possible aux produits de la pêche française de lutter sur les marchés étrangers avec les produits similaires de l'Angleterre et des Etats-Unis.

Toutefois, citoyens, il ne suffit pas de décréter la justice, il faut en assurer la pratique.

C'est en faveur des pauvres que vous allez décréter l'abolition de l'impôt; il faut qu'elle profite au pauvre. Vos intentions seraient violées, le sacrifice du trésor serait en pure perte, si les producteurs seuls en recueillaient le bénéfice. Sur divers points du territoire, et particulièrement dans une vingtaine de nos départements du midi et du centre, des coalitions se sont formées et subsistent qui maintiennent les prix à un taux exorbitant. Il faut que ces coalitions soient rendues impossibles. Or, pour atteindre à ce but, vous n'avez qu'un moyen : la possibilité d'une concurrence. Je vous propose donc de décréter qu'à partir du jour où l'impôt du sel aura cessé d'être levé, les sels étrangers seront admis à l'importation, moyennant un faible droit. Cette mesure, citoyens, est d'une absolue nécessité, si vous voulez que le renchérissement des prix par le monopole soit efficacement prévenu. Et j'ajoute qu'elle ne portera aucun préjudice aux producteurs nationaux, s'ils veulent ne point abuser; car les conditions où se trouve la France, pour la production du sel, sont tellement favorables, que leurs intérêts se trouveront suffisamment sauvegardés par l'établissement d'un très-faible droit d'entrée.

Vous avez enfin à considérer ici les intérêts de vos colonies, principalement ceux de l'Algérie et ceux de votre marine. Il y est pourvu par un article spécial du décret ci-après.

En résumé, citoyens, dans l'ordre social et politique, vous avez effacé déjà plus d'une injustice. Je vous propose de consacrer solennellement une nouvelle réparation, et de montrer à la France qu'en proclamant la République, ce n'est pas un vain nom que vous avez inscrit sur son drapeau.

Le membre du Gouvernement provisoire,  
ministre des finances,  
GARNIER-PAGÈS.

Le sous-secrétaire d'Etat,  
E. DUCLERE.

#### DÉCRET.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que les citoyens doivent contribuer aux charges publiques dans la proportion de leur fortune;

Considérant que le Gouvernement républicain a pour devoir et pour but de faire prévaloir dans la pratique cette formule de justice et d'humanité;

Considérant qu'il est indispensable de supprimer ou de transformer les impôts qui pèsent plus spécialement sur les pauvres;

Considérant que tous les impôts de consommation, celui du sel est le plus onéreux et le plus inique;

Considérant que la santé du peuple, la prospérité de l'agriculture, le développement de l'industrie et du commerce en exigent impérieusement l'abolition;

Voulant réparer à l'égard du peuple une des plus criantes injustices des siècles passés;

Sur le rapport du ministre des finances,

Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1849, l'impôt du sel est aboli.

Art. 2. A partir de la même époque, la prohibition d'entrée des sels étrangers est pareillement abolie.

Il sera perçu sur les sels étrangers une taxe de 25 centimes par 100 kilogrammes à leur importation par terre;

De 55 centimes à leur importation par mer, sous pavillon français;

Et de 2 francs à leur importation sous le pavillon étranger.

Art. 3. Les sels des colonies et possessions françaises d'outre-mer seront admis en franchise de toute taxe.

Art. 4. Les sels étrangers destinés à l'approvisionnement des navires français armés pour la pêche de la morue seront affranchis de toute taxe.

Art. 5. Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris en conseil de Gouvernement.

Les membres du Gouvernement provisoire  
de la République française.

Le Moniteur du 16 avril contient encore:

1<sup>er</sup> Un décret portant que les bois et forêts qui dépendaient du domaine privé de l'ex-roi Louis-Philippe seront régis et administrés par l'administration des forêts;

2<sup>o</sup> Un décret supprimant la division formée au ministère des travaux publics, sous le titre de: *Division des cours d'eau, usines, dessèchements, irrigations et services divers*, et la division formée au même ministère sous le titre de: *Commissariat général près les compagnies des chemins de fer*;

3<sup>o</sup> Un décret changeant l'organisation du conseil des bâtiments civils;

4<sup>o</sup> Un arrêté du maire de Paris portant que les électeurs inscrits sur les listes qui seront closes le 20 avril courant, à minuit, sont convoqués pour les dimanche 23 et lundi 24 dudit mois, à l'effet de nommer trente-quatre représentants du peuple.

Par arrêté du 15 avril, ont été nommés:

Avocat général à la cour d'appel de Bordeaux, M. Darnis, avocat général à la cour d'appel d'Aix, en remplacement de M. Troy (M. Sénecta prendra rang de deuxième avocat général);

Deuxième avocat général à la cour d'appel d'Aix, M. Roumieu, ancien magistrat, en remplacement de M. Darnis, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur général près la cour d'appel de Montpellier, M. Bédos, avoué, en remplacement de M. Dufour;

Substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance d'Autun (Saône-et-Loire), M. Chaffin (Pierre), avocat, en remplacement de M. Baron, non acceptant;

Substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Langres (Haute-Marne), M. Jacotot (Jules-Vallère), avocat, en remplacement de M. Bataillé;

Substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Castel-Sarrasin (Tarn-et-Garonne), au lieu de Montauban, M. Flamens, avocat, en remplacement de M. Marion-Bresillac;

Juge d'instruction au tribunal de première instance de Largentière (Ardèche), M. O. Carcaissou, ancien magistrat, en remplacement de M. Devès, décédé;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Louhans (Saône-et-Loire), M. Chonez, substitut près le siège de Chalon-sur-Saône, en remplacement de M. Lerouge;

Substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), M. Pageault (Léon), avocat, en remplacement de M. Chonez, appelé à d'autres fonctions;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Charolles (Saône-et-Loire), M. Noblesse, substitut audit siège, en remplacement de M. Lecourbe, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Charolles (Saône-et-Loire), M. Deresse (Victor), avocat, en remplacement de M. Noblesse, appelé à d'autres fonctions;

(Seine-Inférieure), M. Legrelle, avocat, en remplacement de M. Girard, appelé à d'autres fonctions;

— Par un arrêté de la même date, M. Godefroy, commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance du Havre (Seine-Inférieure), a été révoqué de ses fonctions.

#### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Circulaire du ministre de l'intérieur, portant instruction sur les opérations préparatoires relatives à la tenue des assemblées électorales.

Paris, le 6 avril 1848.

Citoyen commissaire, je vous transmets la première partie des instructions annoncées dans ma circulaire du 12 mars, n° 7, au sujet des élections à l'assemblée nationale constituante. Elle concerne les opérations qui doivent être faites par les maires des communes, par ceux des chefs-lieux de canton et par les commissaires chargés de l'administration des départements, pour préparer les opérations des assemblées électorales. Je vous adresserai, d'ici à quelques jours, la seconde partie, comprenant les instructions sur les formes qui devront être suivies pour la tenue de ces assemblées.

Publication d'avis successifs à donner aux électeurs.

L'art. 13 de l'instruction du 8 mars prescrivait à tous les maires de publier, lors de la clôture des listes, et trois jours avant la convocation, un avis aux électeurs de leur commune pour les avertir de se rendre, le dimanche 9 avril, à l'assemblée électorale qui se tiendrait au chef-lieu du canton. Ces deux avis, qui devaient correspondre au 1<sup>er</sup> et au 6 avril, se réduisent, par suite du changement de la clôture des listes, à un seul qui sera publié le 20 avril.

Il sera précédé de deux autres publications mentionnées aux art. 15 et 16 de l'instruction du 8 mars: l'une du commissaire du département, l'autre du maire du chef-lieu de canton.

L'arrêté du commissaire chargé de l'administration du département (art. 15) rappellera que les électeurs sont convoqués pour le 23 avril; indiquera le nombre des représentants attribués au département, ainsi que les conditions d'éligibilité; enfin fera connaître, autant que possible, les locaux dans lesquels se tiendront les assemblées de canton (1). Cet arrêté, qui devra être affiché dans toutes les communes, sera publié vers le 15 avril.

L'avis du maire du chef-lieu de canton (art. 10) rappellera ou désignera, pour la première fois, le local de l'assemblée électorale, et indiquera l'ordre dans lequel les électeurs des diverses communes seront appelés à voter. Cet avis devra être affiché dans toutes les communes du canton, de trois à cinq jours avant la réunion, c'est-à-dire du 18 au 20. Il serait utile de le faire placarder en plusieurs endroits d'une même commune, suivant son étendue, et d'en laisser un ou plusieurs exemplaires au dépôt de la mairie (2).

L'avis donné le 20 avril, par le maire de chaque commune (art. 13), recommandera aux électeurs « de se rendre, ainsi que c'est leur droit et leur devoir, à l'assemblée électorale du canton, pour prendre part à l'élection des représentants du peuple. » Le maire aura recours, pour le répandre, à tous les moyens de publicité en son pouvoir, tels qu'affiches, lecture après appel au son de la caisse.

Ordre dans lequel les électeurs seront appelés à voter.

L'art. 16 de l'instruction du 8 mars porte que les électeurs de la commune chef-lieu de canton seront appelés les premiers à voter. Cette disposition a pour motifs qu'il leur est plus facile qu'à d'autres de se trouver à sept heures du matin au lieu de la réunion, et qu'après avoir rempli leur devoir de citoyens ils pourront, dans le courant de la journée, être tout entiers aux soins qu'amènent pour beaucoup d'entre eux l'arrivée des électeurs des communes voisines.

Suivant le même article, les électeurs des autres communes doivent être appelés en commençant par ceux des communes les plus éloignées. Cette prescription ne doit pas s'entendre d'une manière absolue. Et si les communes les plus éloignées sont à une distance telle que le voyage exige quelques heures, il conviendrait de faire voter avant elles des communes situées à une distance intermédiaire et dont les habitants pourraient arriver, par exemple, en deux heures, tandis que ceux des communes les plus éloignées mettraient trois ou quatre heures pour arriver au chef-lieu.

Dans les cantons qui comprennent toute une ville ou une portion considérable d'une ville et quelques communes rurales, il serait préférable de commencer l'appel par les électeurs de ces communes rurales et de les terminer par ceux de la ville.

A la suite d'observations développées et de calculs sur les nombres présumés d'électeurs qui pourraient voter en un jour, suivant que le scrutin serait fermé le soir même ou continué le lendemain et même le troisième jour, et sur la répartition entre ces diverses jour-

(1) Il peut arriver, en effet, qu'au moment de la publication de cet arrêté, le choix des locaux n'ait pas été déterminé définitivement pour tous les cantons.

(2) Dans les villes subdivisées en plusieurs cantons, et où il y a un grand nombre d'électeurs, il serait utile que les électeurs de chaque canton fussent groupés par quartiers ou îles de maisons, en subdivisions analogues à celles qui se composent de communes dans les cantons ruraux. A cet effet, la liste du canton serait divisée par quartiers, et un avis placardé annoncerait d'avance que les subdivisions seraient appelées dans tel ordre déterminé.

nées des communes appelées successivement à voter, la circulaire continue en ces termes:

Telles étaient les combinaisons qui avaient paru devoir être adoptées dans l'hypothèse où les assemblées se seraient réunies le dimanche 9 avril. Mais la remise au 23 est de nature à y faire apporter des modifications. En reportant la réunion au dimanche de Pâques, le Gouvernement n'a pas pensé qu'elle fût inconciliable avec la solennité de ce jour, attendu qu'une partie des électeurs pourrait se rendre aux assemblées après les heures des offices divins, et que, d'autre part, dans certaines communes, les heures des offices pourraient être avancées par l'autorité ecclésiastique. C'était d'ailleurs une garantie qu'on voulait donner contre la possibilité de toute pensée de se servir des églises pour un autre objet que les cérémonies du culte.

Cependant, afin que les devoirs civiques et les devoirs religieux puissent respectivement s'exercer dans toute leur plénitude et leur indépendance, il conviendrait, dans tous les cantons, de réduire au-dessous des limites indiquées ci-dessus le nombre des électeurs appelés à voter le 22, et de porter à deux jours (23 et 24) la durée des assemblées qui, sans coïncidence, auraient pu terminer le scrutin en un seul jour. A cet effet, le scrutin des cantons ayant une population de 8,000 âmes et au-dessous serait prolongé de manière que les électeurs qui n'auraient pas voté le 23 pourraient venir voter dans la matinée du 24. Semblablement, les assemblées des cantons ayant de 8,000 à 10,000 habitants fermeraient le scrutin à trois heures; et les scrutins des cantons de 12,000 à 15,000 habitants qui auraient employé, suivant le tableau ci-dessus, les deux journées du 23 et du 24, seraient prolongés jusqu'à 25 à midi, et ceux des cantons de 16,000 habitants, le 25 jusqu'à trois heures.

L'indication précise de l'heure de la fermeture du scrutin pour chaque jour de séance de l'assemblée devra être donnée dans l'arrêté du maire du chef-lieu de canton, mentionné ci-dessus.

(La suite au prochain numéro.)

#### BOURSE DE PARIS DU 15 AVRIL.

##### AU COMPTANT.

Cinq 0/0, j. 22 mars. . . . .	57 50	Cinq 0/0 de l'Etat rom. . . . .	60 0/0
Quatre 1/2 0/0, j. 22 mars. . . . .	45 1/2	Espagne, dette active. . . . .	» »
Quatre 0/0, j. 22 mars. . . . .	» »	Dette diff. ancienne. . . . .	» »
Trois 0/0, j. 22 décembre. . . . .	25 50	Dette passive. . . . .	» »
Trois 0/0, (emp. 1847). . . . .	» »	Trois 0/0 1847. . . . .	» »
Actions de la Banque. . . . .	1 090	Belgique, Empr. 1831. . . . .	» »
Rente de la ville. . . . .	» »	Empr. 1840. . . . .	61 1/2
Obligations de la ville. . . . .	950	Empr. 1842. . . . .	» »
Caisse hypothécaire. . . . .	100	Trois 0/0. . . . .	» »
Caisse A. Gouin, 1000 fr. . . . .	» »	Banq. (1835). . . . .	» »
Caisse Gannier, 1000 fr. . . . .	» »	Deux 1/2 hollandais. . . . .	» »
4 Canaux, avec prim. . . . .	635	Empr. portugais 5 0/0. . . . .	» »
Mines Grand Combe. . . . .	» »	— — — 5 0/0. . . . .	» »
Lin Maberly. . . . .	» »	Empr. d'Haiti. . . . .	» »
Zinc Vieille-Montagne. . . . .	1900	Empr. du Piémont. . . . .	730 1/2
R. de Naples, j. janv. . . . .	49	Lois d'Autriche. . . . .	» »
— Récep. Rothschild. . . . .	» »	Cinq 0/0 autrichien. . . . .	» »

##### FIN COURANT.

	Précéd. clôture.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.
Cinq 0/0 fin courant. . . . .	57	57 50	55 50	57 50
Trois 0/0 (emp. 1847) fin courant. . . . .	» »	» »	» »	» »
Trois 0/0 fin courant. . . . .	38	37 50	37	37 50
Naples, fin courant. . . . .	» »	» »	» »	» »
Trois 0/0 belge. . . . .	» »	» »	» »	» »
Cinq 0/0 belge. . . . .	» »	» »	» »	» »

##### REPORTS.

5 0/0 du compt. à la liq. . . . .	p. p. p.   4 0/0 liquid. à l'autre. . . . .	» »
3 0/0 id. . . . .	» »   3 0/0 . . . . .	» »

#### CHREMS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Au comptant.	Aujourd.	Désignation des chemins.	1 <sup>er</sup> cou.	A terme. Plus h.	Plus b.	Dern. c.
Hier.						
» »	» »	Saint-Germain. . . . .	» »	» »	» »	» »
110	102 50	Versailles, rive droite. . . . .	» »	» »	» »	» »
105	100	Id. id. gauche. . . . .	» »	» »	» »	» »
455	445	Paris à Orléans. . . . .	» »	» »	» »	» »
320	317 50	Id. à Rouen. . . . .	» »	» »	» »	» »
160	175	Rouen au Havre. . . . .	» »	» »	» »	» »
195	190	Marseille à Avignon. . . . .	» »	» »	» »	» »
77 50	80	Strasbourg à Bâle. . . . .	» »	» »	» »	» »
» »	221 25	Orléans à Vierzon. . . . .	» »	» »	» »	» »
» »	» »	Boulogne à Amiens. . . . .	» »	» »	» »	» »
390	386 25	Orléans à Bordeaux. . . . .	» »	» »	» »	» »
335	330	Chemin du Nord. . . . .	» »	» »	» »	» »
» »	» »	Montereau à Troyes. . . . .	» »	» »	» »	» »
» »	» »	Fampoux à Hazebrouck. . . . .	» »	» »	» »	» »
308 75	303 75	Paris à Lyon. . . . .	» »	» »	» »	» »
342 50	342 50	Id. à Strasbourg. . . . .	» »	» »	» »	» »
332 50	332 50	Tours à Nantes. . . . .	» »	» »	» »	» »
» »	» »	Bordeaux à Cette. . . . .	» »	» »	» »	» »
150	135	Dieppe à Fécamp. . . . .	» »	» »	» »	» »
» »	» »	Lyon à Avignon. . . . .	» »	» »	» »	» »
» »	» »	Bordeaux à Teste. . . . .	» »	» »	» »	» »
» »	» »	Paris à Sceaux. . . . .	» »	» »	» »	» »
» »	» »	Anvers à Gand. . . . .	» »	» »	» »	» »
» »	» »	Grand-Combe. . . . .	» »	» »	» »	» »
» »	» »	Montpellier à Cette. . . . .	» »	» »	» »	» »

La baisse a continué aujourd'hui sur nos fonds. Les nouvelles reçues des départements et la proclamation du ministre de l'intérieur dans le Bulletin de la République semblaient être le principal motif de la baisse dont toutes les valeurs se sont ressenties. Le 3 pour 0/0, ouvert à 37 50 ferme à 38 50, après avoir fait au plus bas 37. Le 5 pour 0/0, ouvert à 56, ferme à 57 50, après avoir fait au plus bas 55 50.

La situation de la Banque de France publiée hier a contribué à arrêter le mouvement de hausse que cette valeur avait éprouvé ces jours derniers.

#### SPECTACLES DU 16 AVRIL.

**Théâtre de la nation.** —

**Théâtre de la République.** — Lucrèce, — la Marseillaise.

**Opéra-national.** — Relâche.

**Opéra-comique.** — Les Diamants, — Intermède, — le Réveur.

**Odeon.** — L'Élu du Clocher. — Don Quichotte. — 14 Hongrois en costume national.

**Théâtre historique.** — Monte-Christo (3<sup>e</sup> soirée.)

**Variétés.** — M<sup>re</sup> de Choisy. — Les Peureux (1<sup>er</sup> repr.) — Pauvre Jacques.

**Gymnase.** — Le Réveil du Lion. — Royal Pendar. — Le Marchand de jouets. — Hercule.

**Théâtre Montansier.** — Le Camarade. — Le Poisson. — la Pétition des Chiens. — Titia. — La représentation de Robert-le-Diable, — M. Levasseur, — Jeune femme.

**Porte Saint-Martin.** — Robert Macaire. — La Fraternelle.

**Ambigu-Comique.** — Les Trois Révolutions. — Les Quatre Sergents de la Rochelle.

Le Gérant : ARISTIDE LOZACH.

Typographie de H. Vrayet de Surcy, et C<sup>e</sup>, rue de Sévres, 37.